

Défendons nos exigences sociales !

vendredi 27 avril 2007, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2007).

*** Le second tour des élections présidentielles aura des conséquences importante sur la vie concrète des salariés * Pour se déterminer, ceux-ci doivent attentivement regarder le programme des deux candidats * Si l'Union syndicale Solidaires ne peut se satisfaire du programme de Ségolène Royal, elle constate que celui de Nicolas Sarkozy est en totale contradiction avec les revendications qu'elle porte ?**

Le programme de Ségolène Royal ne présente pas les mêmes caractéristiques que celui de Nicolas Sarkozy (voir ci-contre). Il n'est cependant pas satisfaisant au regard de nos revendications. En effet, si certaines mesures préconisées vont dans le bon sens, sur l'essentiel, il n'y a pas de rupture franche avec les politiques d'accompagnement du néolibéralisme. Ainsi, ce programme ne préconise jamais une nouvelle répartition de la richesse produite. La part des salaires (salaires directs cotisations sociales) a pourtant reculé de près de 10 points en 25 ans alors même que les profits financiers des entreprises ont explosé durant la même période.

Que ce soit dans le discours tenu ou des points précis de son programme, la vision du monde défendue par Nicolas Sarkozy se situe aux antipodes des exigences portées par les mobilisations sociales.

Une fiscalité pour les plus riches

Depuis cinq ans toutes les mesures prises sur le plan fiscal visent à ce que les plus riches paient moins d'impôt. Le programme défendu par Nicolas Sarkozy vise à aggraver encore cette politique : renforcement du "bouclier fiscal" pour les plus riches ; suppression, de fait, de l'impôt sur les grandes fortunes (ISF) ; suppression des droits de succession, mesure qui favoriserait les 15 % des Français les plus riches alors même que déjà 80 % des patrimoines échappent à toute imposition lors des successions en ligne directe.

Les droits sociaux attaqués

Le programme de Nicolas Sarkozy prévoit de limiter le droit de grève. Il veut instaurer un "service minimum" dans les transports qui reviendrait, de fait, à "un service maximum". En matière de santé, il vise à aggraver la logique comptable qui a été mise en place depuis plusieurs années. Il préconise ainsi la mise en place de quatre franchises qui resteraient à la charge des assurés sociaux : l'inégalité en matière de soins serait ainsi considérablement augmentée. Le programme de Nicolas Sarkozy indique vouloir en finir avec le Contrat à durée indéterminée (CDI) en instaurant un contrat unique sur le modèle du CPE. Il s'agit de permettre aux patrons de pouvoir licencier plus facilement. De plus avec ce contrat unique, les droits des salariés augmenteraient avec le temps, ce qui poussera les entreprises à s'en débarrasser le plus rapidement possible.

Nicolas Sarkozy veut en finir avec les 35 heures en favorisant les heures supplémentaires. Cela aggraverait les conditions de travail et aurait des conséquences négatives sur l'emploi, les entreprises préférant avoir recours aux heures supplémentaires plutôt que de recruter.

De plus ces heures supplémentaires seraient exonérées de cotisations sociales, ce qui, outre le fait qu'il s'agit d'un cadeau au patronat, aura pour effet de réduire encore les recettes de la sécurité sociale.

Concernant le logement, son programme se réduit à vouloir vendre chaque année 40 000 logements sociaux. Non seulement, au prix actuel du m², cela risque de n'être possible que pour une toute petite minorité, mais surtout cela laisse dans l'ombre le problème principal : comment répondre aux 1,3 million de demandeurs de HLM et à tous ceux qui ne remplissent pas les critères et qui n'ont pas de logements décents ?

Un discours réactionnaire

Pour essayer de récupérer les voix du Front national, le candidat Sarkozy a été amené à adopter une rhétorique aux relents xénophobes, basée sur la peur des immigrés, avec une vision d'une France menacée. Il a développé un discours sécuritaire jouant sur les peurs et les angoisses de nos concitoyens.

Loin de combattre l'extrême-droite, il en a flatté les idées. Ses déclarations sur le caractère soit-disant génétique de la pédophilie ou du suicide sont contraires à toute vérité scientifique et relèvent d'un obscurantisme inquiétant pour quelqu'un qui prétend à la plus haute fonction de l'Etat.

Après avoir mis le feu aux banlieues délaissées par la politique néolibérale du gouvernement, sa chasse aux enfants de sans-papiers préfigure ce qui risque de se développer s'il est élu président de la République.

Après le premier tour des élections présidentielles

Communiqué de l'Union syndicale Solidaires

Le premier tour des élections présidentielles a d'abord été marqué par un taux de participation exceptionnel. Cela confirme, après la forte participation au référendum sur le Traité constitutionnel européen, que nos concitoyens ne se désintéressent pas de la vie publique et veulent peser sur les choix politiques.

Même si, contrairement à 2002, Jean-Marie Le Pen n'arrive pas au second tour, son score reste encore trop important et montre que, dans une situation de crise sociale pleine d'incertitudes angoissantes pour l'avenir, une partie importante des Français reste tentée par des réponses autoritaires et xénophobes. La reprise ouverte de certains de ses thèmes par d'autres candidats, en particulier Nicolas Sarkozy, n'a pu que les légitimer aux yeux des électeurs.

L'éclatement, dans cette campagne, de la gauche anti-libérale et des écologistes ne leur a pas permis de peser réellement dans le débat électoral, ni de faire un score leur permettant d'apparaître comme une alternative crédible, même si la somme des voix des candidats s'en réclamant n'est pas négligeable.

La campagne du second tour est maintenant lancée. Comme lors du premier tour, l'Union syndicale Solidaires continuera à affirmer ses exigences en matière d'emploi, de salaires, de protection

sociale, de services publics et à pointer la nécessité d'une refondation de l'union européenne pour construire une Europe démocratique, garantissant des droits sociaux de haut niveau à tous ses habitants et solidaire avec le reste du monde. Face à la crise sociale actuelle, l'Union syndicale Solidaires lutte contre les discriminations, contre la financiarisation de l'économie, se bat pour un nouveau partage de la richesse produite et pour une société plus solidaire. L'Union syndicale Solidaires combat fortement toute tentative de limiter le droit de grève, les libertés syndicales et plus largement les droits démocratiques.

Si l'Union syndicale Solidaires ne peut se satisfaire du programme de Ségolène Royal, elle constate que celui de Nicolas Sarkozy est en totale contradiction avec les revendications qu'elle porte. S'il n'appartient pas à une organisation syndicale de donner des consignes de vote, l'Union syndicale Solidaires demande aux salariés de se déterminer en fonction de ces exigences.

L'Union syndicale Solidaires met en garde les candidats contre toute tentation de discours xénophobe et sécuritaire pour essayer de récupérer les voix du Front national et leur demande de faire en sorte que les valeurs républicaines d'égalité, de solidarité et de justice sociale soient au cœur de la campagne électorale.

D'ores et déjà, l'Union syndicale Solidaires appelle le 1^{er} mai les salariés à manifester dans toutes les villes et une grande journée unitaire d'exigences revendicatives et de solidarité.

le jeudi 26 avril 2007